

**Mlle MacDonald:** Il est fort possible qu'il ait effectivement été là en 1959, monsieur le Président. Je le félicite si c'est le cas. Mais qu'a fait le député depuis dix ou 15 ans, pendant que son parti était au pouvoir?

**M. Turner:** Où étiez-vous?

**Mlle MacDonald:** Le Code canadien du travail n'a pas été modifié pendant cette période.

**M. Turner:** Il n'y avait pas de conservateurs, monsieur le Président. J'étais avec les grévistes à Sudbury, à Toronto et à Windsor. J'ai organisé une partie de la grève contre le CP. Les conservateurs et les néo-démocrates se faisaient remarquer par leur absence. Où étaient-ils à l'époque, puisqu'ils parlent de la question aujourd'hui?

**Mlle MacDonald:** Monsieur le Président, je me réjouis de voir le député de London-Est (M. Turner) se lancer dans le débat. Je n'ai pas de grosses divergences de vues avec lui. Dans un sens, il est l'un des hauts fonctionnaires de la Chambre. C'est peut-être lui qui est le mieux placé pour nous expliquer pourquoi le ministre du Travail de l'époque avait annoncé en mai 1981 que le projet de loi modifiant le Code canadien du travail allait bientôt être présenté à la Chambre. Il ne l'a pas présenté à ce moment-là, et nous avons perdu trois ans pendant lesquels ces modifications auraient pu être en vigueur.

**M. Kristiansen:** Monsieur le Président, je voudrais répondre à la question du whip libéral qui vient de demander où étaient les néo-démocrates et les conservateurs en 1959. Je ne sais pas où étaient les autres députés, mais, pour ma part, je m'efforçais activement de trouver de l'argent et d'organiser des manifestations...

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre, s'il vous plaît. Les questions doivent obligatoirement s'adresser au député qui vient de prononcer son discours.

**M. Kristiansen:** On peut faire des observations ou poser des questions, je crois, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Je suis obligé de rappeler au député que les observations sont censées porter sur ce qu'a dit le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald).

**M. Kristiansen:** Monsieur le Président, en écoutant les propos du député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald), je n'ai pas pu m'empêcher de penser à l'attitude qu'ont eue les députés conservateurs et libéraux pendant toutes ces années. Ainsi, en 1959, je m'occupais activement d'organiser des manifestations et de recueillir des fonds pour essayer de protéger les droits des bûcherons de Terre-Neuve menacés par une mesure législative qui, pour la première fois de notre histoire et presque pour la première fois de l'histoire du monde libre, mettait hors la loi tout un syndicat de la province de Terre-Neuve. Ce fut, monsieur le Président, l'œuvre d'un gouvernement libéral. Jamais de l'histoire des États-Unis, du Canada ou de l'Europe de l'Ouest, nous n'avons vu, sauf dans le cas d'Adolf Hitler et peut-être du Duce en Italie, une mesure législative bannir

### *Les subsides*

toute une organisation libre d'un territoire politique en Amérique du Nord ou en Europe. Un gouvernement libéral nous a imposé pareille mesure. Quand le parti libéral, responsable de la loi antisyndicale la plus haineuse qui ait jamais existé en Amérique du Nord, vient jouer au héros, ses prétentions sonnent faux...

**Le président suppléant (M. Herbert):** A l'ordre. Je rappelle encore une fois au député qu'il doit s'adresser au député qui vient d'intervenir. Le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald).

**Mlle MacDonald:** Monsieur le Président, j'admire sincèrement le vif intérêt que prennent les députés du parti libéral et du Nouveau parti démocratique dans le passé. Je vois qu'ils sont restés accrochés à l'année 1959.

J'ai essayé dans mon exposé, monsieur le Président, d'attirer l'attention de la Chambre sur les problèmes bien réels qui attendent les Canadiens à l'ère de la technologie avancée de la prochaine décennie, de l'amener à prévoir comment nous pouvons apporter de bonnes modifications qui mettront les gens en mesure de bénéficier de meilleures conditions de travail dans les années à venir, non pas de retourner en arrière, à l'année 1959.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Y a-t-il d'autres questions?

**M. Wenman:** Monsieur le Président, si personne d'autre ne demande la parole, je crois que, comme motionnaire, je peux mettre fin au débat?

**Le président suppléant (M. Herbert):** Le député peut poser une question au député de Kingston et les Îles, s'il le désire.

**M. Wenman:** Non, monsieur le Président, je demande à intervenir dans le débat.

**Le président suppléant (M. Herbert):** Je vois se lever le député de Bow River (M. Taylor).

**M. Taylor:** Monsieur le Président, je voudrais discuter de progrès technologique avec le député de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald). Elle a dit que ce changement était très manifeste. Il s'est opéré graduellement. Le programme du gouvernement a répondu à certains des besoins en fait de recyclage, mais pas à tous. La difficulté que pose le programme gouvernemental, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de places pour les stagiaires. Dans ma circonscription, des jeunes gens surtout, hommes et femmes, se font dire au centre d'emploi qu'il n'y a pas de places pour eux. C'est très décevant. Le gouvernement établit un programme qui ne suffit pas à accueillir la majorité de ceux qui veulent se recycler. Je voudrais connaître le point de vue de la représentante de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald) sur cette question.

Avant de m'asseoir, monsieur le Président, je voudrais demander aux libéraux où ils se trouvaient en 1918 lorsque les Mineurs unis d'Amérique et moi-même luttions contre la Confédération générale du travail.

**M. Ellis:** Où étiez-vous Charlie?